

7 juillet 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Tribune commune de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Luis Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, dans "Libération" et le quotidien brésilien "Folha de Sao Paulo" du 7 juillet 2009, en faveur d'un ordre mondial plus démocratique, plus solidaire et plus juste, intitulée "Une Alliance pour le changement".

Le prochain sommet du G8, ainsi que celui du G8 + 5 (avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique, auxquels vient s'ajouter l'Égypte), qui se tiendra à l'Aquila (Italie), seront les premiers depuis que nous avons pris la mesure de la crise économique et financière qui nous frappe. Cette crise montre combien nous sommes dépendants les uns des autres. Elle impose aux dirigeants politiques de promouvoir une réponse collective reposant sur des valeurs et des responsabilités communes. Elle nous oblige aussi à évaluer la performance de nos institutions internationales et à repenser la structure de la gouvernance mondiale.

La nécessité d'une réforme de la gouvernance mondiale n'est pas née avec la crise. Bien avant son déclenchement, il y avait un déficit manifeste de représentativité et de cohérence dans le système multilatéral. La capacité des institutions internationales à relever les lourds défis auxquels est confronté notre monde doit être renforcée et leurs mandats doivent être redéfinis, et ce dans plusieurs domaines, de l'économie à la sécurité, de l'énergie à l'environnement. La crise a montré de manière éclatante que nous, dirigeants de nos pays, devons être à la pointe des réformes nécessaires pour bâtir un monde plus juste, plus développé et plus durable.

Nous ne partons pas de nulle part. Des progrès ont déjà été accomplis. Dans le domaine économique et financier, les sommets du G20 de Washington et de Londres ont contribué au renforcement du dialogue entre pays développés et en développement. C'est ensemble, parce que nous étions unis, que nous avons pu obtenir des résultats concrets. Les réunions entre les membres du G8 et les grands pays émergents sont une autre illustration de la nécessité d'associer les nouvelles puissances qui comptent aux discussions sur l'avenir de l'économie internationale et au traitement des grands défis mondiaux. Les pays émergents représentent non seulement une part importante des territoires et de la population de la planète, mais aussi, et de plus en plus, de la consommation et de la production mondiales. La coopération internationale n'a jamais été aussi nécessaire.

Nous devons maintenant aller plus loin. Les institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale doivent faire une place plus importante aux économies émergentes dynamiques dans leur processus de décision. Les décisions prises par le G20 pour améliorer la régulation et la supervision des finances internationales, enrayer la spéculation, agir contre les paradis fiscaux et les centres de blanchiment d'argent, et pour stimuler la croissance doivent être mises en oeuvre. Avec la crise, la menace du protectionnisme se fait plus précise. Il est urgent de conclure le cycle de Doha à l'OMC pour parvenir à un accord ambitieux, équilibré et global, qui profite notamment aux pays en développement, en particulier les plus pauvres, et qui renforce le

pronte notamment aux pays en développement, en particulier les plus pauvres, et qui renforce le multilatéralisme en matière commerciale.

Mais si nous voulons tirer pleinement les leçons de la crise, nous devons étendre notre action au-delà de l'économie et du système financier. Il ne saurait y avoir de paix sans développement économique et social, ni de prospérité durable sans stabilité et sécurité. Les conflits éclatent de plus en plus dans les pays économiquement et socialement fragiles. Pauvreté et exclusion sociale aggravent l'instabilité du système international. Le moment est venu d'accorder une attention prioritaire à la dimension sociale de la mondialisation. Partout dans le monde, les salariés, pris dans la tempête économique, demandent plus de justice et plus de sécurité. Ils doivent être entendus. Les organisations internationales doivent prendre en compte les effets sociaux de la crise actuelle. Le rôle de l'Organisation internationale du travail dans la gouvernance économique mondiale doit être singulièrement renforcé.

Les instruments de la paix et de la sécurité collective doivent également faire l'objet d'adaptations majeures. Une réforme de grande ampleur du Conseil de sécurité des Nations unies doit être menée à bien, afin d'édifier un ordre international plus équilibré et plus solidaire. Le Conseil, pour être efficace, doit refléter les réalités actuelles, en accordant notamment un rôle accru aux grands pays en développement de chaque région, comme le Brésil et l'Inde, et une représentation plus équitable de l'Afrique et des grands contributeurs au système des Nations unies, tels que le Japon et l'Allemagne.

D'autres menaces pèsent aussi sur la paix et le développement. Le changement climatique représente un défi majeur pour la gouvernance mondiale. Nous devons parvenir à un résultat ambitieux à Copenhague, en décembre prochain, pour atteindre notre objectif commun, qui est de prévenir un changement climatique trop important et de limiter à deux degrés l'augmentation de la température de la planète. Toutes les nations doivent réduire leurs émissions conformément aux recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en appliquant le principe de responsabilités communes mais différenciées.

La criminalité transnationale organisée, le terrorisme, le trafic de drogue, la traite d'être humains, les pandémies et l'insécurité alimentaire sont d'autres enjeux internationaux. Notre réponse à ces menaces est souvent insuffisante du fait de la fragmentation des organisations internationales ou du chevauchement trop fréquent de leur action. Les mécanismes actuels de gouvernance mondiale ne permettent pas de gérer le caractère systémique et l'interdépendance des nombreux défis que nous devons relever. L'ampleur de la crise économique crée une opportunité unique pour engager une réforme globale des institutions internationales.

Le Brésil et la France veulent proposer au monde leur vision commune d'un nouveau multilatéralisme adapté au monde multipolaire qui est le nôtre. Nous ne pouvons tout simplement plus traiter les problèmes du XXI^e siècle avec des institutions internationales héritées du XX^e siècle.

Avec d'autres chefs d'Etat et de gouvernement, nous devons former une "Alliance pour le changement", pour porter cette vision d'un ordre mondial plus démocratique, plus solidaire et plus juste. Dans cette entreprise indispensable, nous devons faire preuve d'ambition et d'audace. C'est ce qu'attendent de nous les citoyens du monde. Ce n'est qu'ainsi que nous serons à la hauteur des défis de notre siècle.